

# **EXTRAIT PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2017**

L'An Deux Mille Dix Sept, le 28 septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur Bruno CLEMENT, Maire.

## **ADOPTION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 29 MAI 2017**

### **ARRET DU PROJET DE PLU**

#### **Exposé :**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 15/09/2014, il a prescrit la révision du plan local d'urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal.

La procédure de révision du document d'urbanisme a abouti au dossier de projet de révision du PLU qui doit être à présent arrêté par le Conseil Municipal avant d'être transmis pour avis aux personnes publiques associées et soumis ultérieurement à enquête publique. La concertation s'est effectuée conformément aux dispositions de l'article L300-2 du code de l'urbanisme, tout au long de la procédure de révision.

*VU les dispositions du Code de l'Urbanisme, notamment les articles L123-6 à L123-13 et R123-1 et suivants ;*

*VU les délibérations du Conseil Municipal en date du :*

- 08/11/2007 approuvant le PLU,
- 15/09/2014 prescrivant la révision du PLU,
- 27/10/2014 fixant les modalités de la concertation,

*VU le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables qui s'est tenu au sein du Conseil Municipal : le 16/06/2016, le 03/10/2016 et le 29/05/2017 ;*

*VU le projet de révision du PLU et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, le règlement, les documents graphiques et les annexes ;*

*Considérant que ce projet est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à sa révision ainsi qu'aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés, qui en ont fait la demande.*

#### **Résolution :**

Après avoir entendu l'exposé du Maire, puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents DECIDE :

- De dresser le bilan de la concertation :  
Aucune observation de nature à remettre en cause les orientations retenues n'ayant été relevée, considère ce bilan favorable et décide de poursuivre la procédure.
- D'arrêter le projet de révision du PLU de la ville de Saucats, tel qu'il est annexé à la présente délibération

**DECISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET COMMUNE**

**SECTION d'INVESTISSEMENT :**

**DEPENSES : CREDITS A OUVRIR**

Opération/ Chapitre	Compte	Nature	Montant
n°28 Voirie	2313	Constructions	30 000, 00 €
		<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>30 000, 00 €</b>
n°31 Matériel et mobilier	2188	Autres immobilisations corporelles	4 000, 00 €
		<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>4 000, 00 €</b>
n°62 Bâtiments	2313	Constructions	15 000, 00 €
		<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>15 000, 00 €</b>
n°63 Nouveau cimetière	2031	Frais d'études	4 000, 00 €
		<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>4 000, 00 €</b>
n°65 Groupe scolaire	2313	Constructions	6 800, 00 €
		<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>6 800, 00 €</b>
n°68 Restaurant scolaire	2188	Equipements	2 500.00 €
		<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>2 500.00 €</b>
n°72 Salle multifonctionnelle	2188	Autres immobilisations corporelles	4 000, 00 €
		<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>4 000, 00 €</b>
		<b>TOTAL</b>	<b>66 300, 00 €</b>

**DEPENSES : CREDITS A REDUIRE**

Opération	Compte	Nature	Montant
n°73 Extension école élémentaire	2313	Constructions	153 191, 68 €
		<b>TOTAL</b>	<b>153 191, 68 €</b>

**RECETTES : CREDITS A OUVRIR**

Chapitre	Compte	Nature	Montant
13	1311	Subventions Etat et établissements nationaux	34 237, 00 €
13	1313	Subventions Département	8 690, 00 €
		<b>TOTAL</b>	<b>42 927,00 €</b>

**RECETTES : CREDITS A REDUIRE**

Chapitre	Compte	Nature	Montant
16	1641	Emprunts	129 818, 68 €
		<b>TOTAL</b>	<b>129 818, 68 €</b>

## **SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS**

- Association Citharède : 80 € pour le règlement des frais SACEM du concert de l'orchestre symphonique de Talence, en date du 26/11/2015
- Association Yogala : 100 € pour l'organisation de la manifestation BEST le 26 mars 2017

POUR : 19

ABSTENTION : 0

## **INSTAURATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)**

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale. Il se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSEE) ;
- d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA), facultatif.

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire du personnel et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- prendre en compte la place des agents dans l'organigramme de la collectivité ainsi que les spécificités de certains postes,
- donner une plus grande lisibilité et davantage de transparence au régime indemnitaire,
- susciter l'engagement et l'implication des agents.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu par la loi (*la NBI, les indemnités pour travail de nuit, dimanche ou jour férié, les indemnités pour travail supplémentaire (IHTS) ou astreintes*).

**A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, il est proposé à l'Assemblée délibérante d'instaurer le RIFSEEP selon les modalités définies ci-après.**

### **I. Bénéficiaires**

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, le dispositif du RIFSEEP et, par conséquent la présente délibération, sont applicables à l'ensemble des cadres d'emplois et grades figurant au tableau des effectifs de la collectivité (A, B, C).

L'indemnité pourra être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi qu'aux agents non titulaires de droit public.

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le RIFSEEP.

### **II. Groupes de fonctions et Montants plafonds**

Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite des plafonds précisés par arrêtés ministériels.

Chaque part du RIFSEEP (IFSE et CIA) correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés dans la présente délibération.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions selon les trois critères suivants :

- Encadrement, responsabilité, coordination et pilotage
- Technicité, niveau d'expertise
- Sujétions particulières (environnement professionnel)

### III. Modulations individuelles

#### A. Part fonctionnelle (IFSE)

La part fonctionnelle varie selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

#### B. Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA)

Le CIA pourra prendre en compte, à partir des résultats de l'entretien d'évaluation, de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent.

Ce coefficient sera déterminé à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les modalités suivantes :

- La valeur professionnelle de l'intéressé,
- La connaissance de son domaine d'intervention,
- Son investissement,
- Son sens du service public,
- Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste,
- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- La gestion d'un événement exceptionnel,
- Les qualités relationnelles,
- Son implication dans les projets du service ou sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel,
- Sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail,

La part liée à la manière de servir sera versée annuellement. Le coefficient attribué sera revu annuellement, à partir des résultats de l'entretien professionnel.

POUR : 19

ABSTENTION : 0

### **RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET D'EAU POTABLE 2016**

#### **Résolution :**

Après avoir entendu les explications qui précèdent, puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **Prend acte** du rapport du délégataire.
- **Adopte** le rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif de la commune.
- **Décide** de mettre en ligne le rapport validé sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr), conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010.

POUR : 19

ABSTENTION : 0

## **ACQUISITION / CESSION DE TERRAIN CHEMIN DE LAGÜES**

### **Exposé :**

Monsieur le Maire précise au Conseil Municipal que suite aux négociations amiables avec **les Consorts DUBERGEY**, il a été convenu :

- D'une part : les Consorts DUBERGEY cèdent à la Commune la **parcelle cadastrée B 1078**, d'une contenance de 281 m<sup>2</sup>
- D'autre part : la Commune cède aux Consorts DUBERGEY la **parcelle cadastrée B 930**, d'une contenance de 146 m<sup>2</sup>, dont elle est propriétaire au lieudit Lagües-Est.

Cette acquisition et cette cession sont consenties par la Commune et les Consorts DUBERGEY, chacune à l'**euro symbolique**.

**POUR : 19**

**ABSTENTION : 0**

## **RETROCESSION STATION DE RELEVAGE LOT BOIS DE LAGÜES**

### **Résolution :**

Après avoir entendu l'exposé du Maire, puis délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents DECIDE :

- D'accepter la rétrocession de la station de relevage des eaux usées et des canalisations la reliant à la commune du Lotissement Bois de Lagües

**POUR : 19**

**ABSTENTION : 0**

## **AVENANT AU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE 2014/2017**

### **Exposé :**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que dans le cadre de la politique Enfance/ Jeunesse, plusieurs services sont actuellement proposés aux familles : ALSH, accueil périscolaire, Sport vacances...etc.

Il précise que l'ensemble de ces services bénéficient du soutien financier de la CAF, dans le cadre du contrat Enfance/ Jeunesse conclu pour la période 2014/2017.

Il est proposé la signature d'un avenant audit contrat permettant :

- **D'intégrer de nouvelles actions dans le champ de l'Enfance et de la Jeunesse :**
  - Augmentation de la fonction de coordination Enfance/ Jeunesse
  - Extension du nombre de places sur l'ALSH
- **De modifier le mode de calcul de la prestation spécifique Enfance/ Jeunesse (PSEJ)**

**POUR : 19**

**ABSTENTION : 0**